

Le premier ministre a immédiatement adressé au président Gorbatchev une lettre dans laquelle il lui faisait des reproches sévères et lui demandait de faire preuve de modération et de négocier des ententes fondées sur l'Acte final d'Helsinki et la Charte de Paris. Il lui a rappelé que, à mesure que la tension internationale montait, les Canadiens surveillaient la tournure des événements tant en URSS que dans le Golfe.

En même temps, le premier ministre a annoncé que le Canada réexaminerait son offre d'aide technique ainsi que la marge de crédit de 150 millions de dollars. Il ne s'agit pas là d'aide alimentaire, mais bien d'une vente commerciale. Nous avons établi un lien direct entre l'aide canadienne et la poursuite des réformes soviétiques. J'ai annoncé que nous allions réexaminer les décisions à prendre en vertu de ces programmes. Je tiens à dire à la Chambre que nous avons suspendu toute action en vertu de ces programmes qui n'avait pas commencé au moment des événements de Lituanie.

Le 15 janvier, la Chambre a adopté à l'unanimité une résolution condamnant la violence brutale utilisée contre la population de Lituanie et son gouvernement démocratiquement élu.

Samedi, j'ai reçu une note de l'ambassadeur soviétique me donnant l'explication officielle des tragiques événements de Lituanie. Moscou rejette toute responsabilité et blâme les dirigeants lituaniens qui auraient pris des positions extrémistes. Toutefois, cette note était antérieure aux événements également tragiques qui se sont produits à Riga, hier.

Personne ne sait si M. Gorbatchev exerce toujours le pouvoir ou si, ce qui serait plus inquiétant, il reste toujours résolu à faire les réformes qui ont commencé en son nom. Dans sa lettre du 13 janvier, le premier ministre mettait en garde le président soviétique contre les conséquences de la voie suivie. Nous n'avons pas eu de réponse, mais nous voudrions la citer et la déposer à la Chambre, ce soir.

Le premier ministre a écrit :

Monsieur le Président,

Je vous écris pour vous faire part de l'aversion et de l'indignation qu'ont ressenties tous les Canadiens devant la violence injustifiée faite au peuple et au gouvernement démocratiquement élu de la Lituanie.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a exprimé nos préoccupations à l'ambassadeur soviétique le 11 janvier. Depuis, les forces militaires soviétiques ont été utilisées